

NATIONS UNIES

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES -
CEPALC**



Distr.
LIMITÉE

LC/MEX/L.526
20 Août 2002

ORIGINAL: ESPAGNOL

HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 2001

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente.....	1
2. Perspectives pour l'année 2002	1
3. L'évolution du secteur externe.....	3
4. La politique économique et les réformes structurelles	5
a) La politique fiscale.....	5
b) La politique monétaire	6
c) La politique de change	6
5. La production, l'emploi et les prix.....	7
a) L'activité économique.....	7
b) Les prix, les rémunérations et l'emploi	8
<u>Annexe statistique</u>	11

TABLEAUX

<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
1 Principaux indicateurs économiques, 1997-2001.....	13
2 Principaux indicateurs trimestriels, 2000-2002.....	15
3 Offre et demande globales, 1996-2001	16
4 Produit intérieur brut par principaux secteurs, aux prix du marché, 1996-2001	17
5 Indicateurs de la production agricole et de l'élevage, 1997-2001	18
6 Indicateurs de la production industrielle, 1996-2001	19
7 Evolution de la production et de la consommation d'électricité, 1997-2001	20
8 Principaux indicateurs du commerce extérieur de biens, 1995-2001	21
9 Exportations de biens fob, 1997-2001	22
10 Importations de biens cif, 1997-2001.....	23

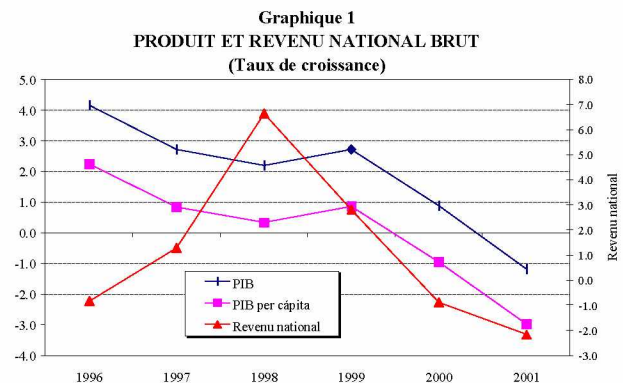
<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
11 Balance des paiements (présentation analytique), 1997-2001	24
12 Évolution du taux de change, 1996-2001	25
13 Indicateurs de l'endettement externe, 1997-2001	26
14 Évolution des prix intérieurs, 1996-2001	27
15 Évolution des prix à la consommation, 1997-2001	28
16 Évolution des rémunérations, 1996-2000	29
17 Indicateurs monétaires, 1997-2001	30
18 Recettes et dépenses du gouvernement central, 1997-2001	31
19 Indicateurs du système bancaire, 1996-2001	32

HAÏTÍ: EVOLUTION ECONOMIQUE DE L'ANNEE 2001

1. Caractéristiques générales de l'évolution récente

L'économie d'Haïti a montré pour deuxième année consécutive une évolution défavorable. En 2001¹ le produit interne brut (PIB) a présenté une baisse de 1,2%, qui s'est traduite par une réduction du PIB par habitant (-3%) et du revenu réel (-2,2%). Les principaux indicateurs macroéconomiques se sont détériorés. Ainsi, l'inflation a nettement augmenté (16,8%), le déficit fiscal s'est maintenu élevé (2,7% du PIB), tandis que le déficit en compte courant de la balance des paiements a atteint 1,5% du PIB. De même, on enregistre une nette régression tant de l'investissement (-6,8%) que de la consommation (-5,3%). Malgré le déclin du rapport des termes de l'échange (4%), la baisse du revenu réel a été atténuée grâce à l'importance des ressources liées aux transferts familiaux. L'incertitude persistante du panorama politique et le ralentissement de l'économie américaine ont eu des répercussions négatives sur le rendement de presque toutes les rubriques du secteur productif.

Les restrictions en matière de financement externe se sont accrues du fait que, suite aux arriérés de paiements des autorités, la Banque interaméricaine de Développement (BID) et d'autres institutions financières internationales ont interrompu leurs décaissements, de plus le gel de l'aide externe se poursuit tant qu'une solution négociée au conflit post-électoral de l'année 2000 ne soit pas trouvée.



2. Perspectives pour l'année 2002

La situation politique en Haïti demeure la composante décisive de toute évaluation prospective de l'économie, et une solution au marasme politique des années précédentes s'est convertie en un facteur déterminant d'une certaine récupération. Les progrès dans ce domaine semblent encore très précaires, et la conjoncture récente s'est aggravée suite à divers actes de violence, comme ceux qui se sont produits au mois de décembre 2001 lorsque plusieurs partis de l'opposition et leurs dirigeants ont été l'objet d'agressions à leur personne et à leurs biens. Cette situation a entraîné une vague de protestations et une préoccupation grandissante des divers secteurs de la société civile et de l'opinion internationale. L'Organisation des Etats américains (OEA) a créé une commission d'enquête pour répondre à cette préoccupation devant la persistance et l'escalade du conflit entre le gouvernement et les principaux partis d'opposition. La solution de ce problème conditionne le financement externe ainsi que le fonctionnement

général d'une économie pour laquelle les dites ressources —jointes aux transferts familiaux— se sont converties en une source vitale d'un équilibre précaire, en raison surtout de la faible production nationale d'excédents.

Le budget 2001-2002, qui a été présenté au congrès dès fin 2001, n'avait toujours pas été approuvé au mois de mai 2002. Les dépenses dans la version de l'exécutif atteignent 13 278 millions de gourdes (plus de 10% du PIB), qui représenteraient 30% d'augmentation annuelle en termes réels, alors que les recettes fiscales prévues s'élèveraient à 9 613 millions de gourdes, soit, une pression fiscale de 11% du PIB, plus de 3 points en pourcentage au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. En termes de financement, on note un apport externe de l'ordre de 1 658 millions de gourdes (environ 64 millions de dollars), qui représenterait presque le double des décaissements comptants de l'exercice fiscal précédent, bien que ce chiffre soit très proche de la moyenne du dernier lustre, et présuppose une solution à la crise institutionnelle et la reprise des flux externes.

Les objectifs proposés ne semblent pas en soi disproportionnés en termes relatifs, et sont mêmes modestes si on les compare à ceux d'autres pays de la région ; cependant, on entrevoit difficilement la concrétisation des réformes nécessaires —en particulier, celle d'une meilleure perception—. Il n'y a pas de signes de reprise économique —les exportations et importations accumulées d'octobre à janvier sont encore 12% et 18% inférieures, respectivement, à celles de l'année précédente à la même période— et la conjoncture socio-politique n'est pas favorable à l'augmentation ou à la création de nouveaux impôts.

Dès le début de l'exercice fiscal (octobre 2001), le Fonds monétaire international (FMI) est entré en pourparlers avec les autorités nationales afin d'établir un nouveau programme provisoire (*Staff-monitored Program*) pour la période 2001-2002, qui au mois de mai 2002 ne s'était toujours pas concrétisé. La signature et l'exécution de ce programme représentent en réalité une condition requise à l'avenir dans toute sollicitude concernant l'obtention d'un

accord formel du programme *Poverty reduction and growth facility* (PRGF), déjà mis en œuvre dans certains pays de la région (Honduras et Nicaragua).

D'autre part, au cours des derniers mois la situation financière des caisses populaires (coopératives d'épargne et de crédit ; voir l'encart) a montré des signes d'instabilité préoccupants. En l'absence d'un cadre de régulation clair ², ce secteur (en particulier les caisses de type pyramidal) est entré en conflit non seulement avec le système bancaire formel, mais également avec les autorités responsables (les ministères de la Planification et de la Coopération Externe [MPCE] et de l'Economie et des Finances [MEF], et la Banque de la République d'Haïti [BRH]). Il faut ajouter à cela la crise sociale latente à l'annonce faite —à mi-mars 2002— par certaines des dites coopératives de la suspension provisoire des paiements des intérêts acquis à leurs épargnants. Bien que le secteur bancaire formel semble s'être tenu à l'écart d'une possible contagion directe—en restituant aux dites sociétés d'épargne, depuis le mois de janvier, les dépôts qu'il avait en garde, il n'est pas à l'abri des effets secondaires qui pourraient surgir tant à cause de la détérioration de son portefeuille de crédits (plus grande morosité des clients) que de la réduction des dépôts.

Outre ce contexte national complexe, les perspectives de l'économie internationale toujours peu propices, en particulier celle des Etats-Unis, ne présagent pas un panorama favorable pour l'économie d'Haïti en 2002, principalement parce que deux secteurs clef de son évolution externe pourraient être touchés de manière négative : les exportations des produits de sous-traitance et le flux des transferts familiaux, bien que l'on doive également tenir compte des répercussions de la crise du Moyen-Orient, qui pourrait accentuer la tendance à la hausse des prix du pétrole.

Encart

COOPERATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT: UN SUJET BRULANT DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE D'HAÏTI

Les coopératives d'épargne et de crédit —caisses populaires— ne sont pas récentes en Haïti, mais par contre l'est la création sous cette même dénomination juridique d'un nombre chaque fois plus grand d'organismes de type pyramidal (les apports des nouveaux adhérents garantissent en grande partie les paiements des anciens membres), à des fins principalement lucratives. En effet, la loi qui crée un organisme recteur des coopératives (Conseil national des Coopératives, CNC) date de 1981, mais en réalité l'ingérence de cet organisme quant à une véritable régulation concernant la création et le fonctionnement de ces caisses a été minime.

Bien que le détail des chiffres sur la portée du phénomène en général ne soit pas connu —on estime à environ 300 le nombre de caisses populaires—, deux cas relativement documentés permettent d'illustrer dans une certaine mesure le phénomène.

Dans le cas des coopératives regroupées au sein de l'Association nationale des Caisses populaires d'Haïti (ANACAPH), liées au groupe canadien *Desjardins*, leur nombre s'élevait en septembre 2001 à 53, avec 110 780 membres et une captation d'épargne de 21,9 millions de dollars, tandis que le volume de crédit octroyé était de 17,8 millions de dollars.

Un deuxième groupe de caisses populaires, membres du projet DAI/FINNET patronné par USAID en Haïti, a déclaré en 2000 un total de 72 caisses, avec 111 396 membres, une captation d'épargne de 22,6 millions de dollars et un portefeuille de crédits de 17,4 millions de dollars.

Quant aux autres caisses (dont le nombre s'élèverait au moins au double des caisses susmentionnées), le manque d'information les concernant a suscité une méfiance croissante renforcée par leur prolifération au cours des dernières années, étant donné les rendements élevés offerts (de 5% à 12% par mois) et le type de secteurs d'activités qu'elles ont en promotion (transport public, immobilier et commerce).

En l'absence d'une régulation précise —l'avant-projet de loi les concernant a été rendu public le 7 mars 2002 et présenté aux chambres législatives au mois d'avril— et pour se prémunir contre les risques de contagion du système, les banques commerciales les plus importantes ont opté dès janvier 2002 pour restituer les dépôts aux coopératives qui avaient placé des fonds en garde dans leurs caisses, ce qui a déclenché un franc processus de crise et de multiples questionnements, qui au mois de mai 2002 n'étaient pas conclus.

Evidemment, le conflit actuel contient, outre les aspects économiques proprement dits, un fond politique et social qui met en évidence une autre facette de « l'informalité » qui sévit dans l'économie d'Haïti.

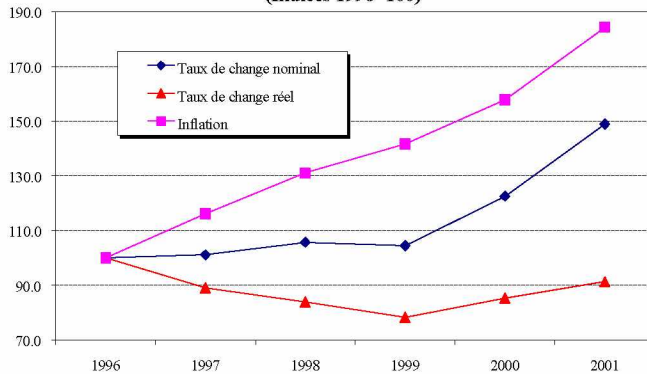
Face au vide législatif, au manque d'opportunité, à la difficulté d'accès au crédit formel, et au mirage de gains surprenants et rapides, des secteurs de la population chaque fois plus nombreux et divers, et pas seulement les plus pauvres —le minimum des dépôts à terme oscille entre 100 et 2 000 dollars— se sont convertis en demandeurs assidus de ces services malgré le risque inhérent.

3. L'évolution du secteur externe

La balance des paiements a enregistré un déficit en compte courant d'environ 1,5% du PIB. La contribution des transferts privés (624 millions de dollars) s'est constituée une fois de plus en un facteur important pour éviter une plus grande aggravation externe vu la diminution des dons. Les transferts des haïtiens résidant à l'étranger se sont convertis en la plus importante source de devises de l'économie nationale et dépassent de plus de

40% les recettes des exportations de biens et services. Ce déficit a également été couvert par les faibles ressources de l'assistance externe, dont les décaissements nets ont tout juste atteint 11,4 millions de dollars au cours de l'exercice fiscal précédent, et le financement extraordinaire par le biais de l'accumulation des arriérés de paiements (17,8 millions de dollars) des intérêts de la dette externe.

Graphique 2
TAUX DE CHANGE ET INFLATION
(Indices 1996=100)



La balance commerciale des biens est demeurée pratiquement inchangée étant donné qu'ont diminué tant les exportations (-7%) que les importations (-2,7%). Dans le cas des exportations, les résultats sont attribuables à une réduction substantielle des produits agricoles (-34%) et de sous-traitance (-3%). Bien que le cacao se soit bénéficié de la hausse des prix internationaux (20%), l'effondrement des prix du café (-31%) et de la mangue (-16%), ainsi qu'un renforcement de la législation phytosanitaire américaine sur les embarquements de mangue, ont sensiblement porté atteinte aux exportations de produits traditionnels. La rubrique la plus dynamique de la sous-traitance — la confection textile — a été freinée en raison du ralentissement de l'économie américaine et du retard structurel pour répondre aux nouvelles conditions de contrat qui tendent à prévaloir (*full processing*) ; on enregistre une diminution tant de la valeur exportée (-6,4%) que du volume (-5%) de ces produits, qui à eux seuls représentent plus de 80% des exportations d'Haïti vers les Etats-Unis. En termes de volume, l'ensemble des exportations de biens s'est réduit de 6%.

En ce qui concerne les importations, leur baisse est imputable en grande partie au niveau déprimé de l'activité interne, en particulier des biens intermédiaires. Les combustibles ont

enregistré une nette réduction en valeur (-12%) et en volume (-17%). En dépit de la baisse significative des prix du pétrole brut sur le marché international (-25%), la moyenne des prix au cours de l'année fiscale haïtienne a encore reflété une hausse sur les prix nationaux d'importation (5%), très probablement liée aux conditions d'achat des dits embarquements. Une hausse de prix similaire (4,5%) a également été enregistrée dans la rubrique de l'alimentation et, vu la forte pondération de ces deux groupes, le niveau global des prix des importations s'est élevé de 2%. Le commerce extérieur d'Haïti a de nouveau subi une aggravation d'environ 4% des termes de l'échange.

Devant la persistance des restrictions imposées par la communauté financière internationale et les donneurs (à l'exception des prêts de la province chinoise de Taiwan et des décaissements des crédits en cours de la part de la BID jusqu'au troisième trimestre), seule une variation minime (1%) de l'encours de la dette externe (1 188 millions de dollars) a été enregistrée. Les nouveaux décaissements se sont à peine élevés à 35,4 millions de dollars, tandis que les paiements des services de la dette et amortissement (24 millions de dollars) ont sensiblement diminué par rapport à l'année précédente. Les arriérés de paiements qu'ont encourus les autorités d'Haïti s'élevaient à 17,8 millions de dollars à la fin de l'exercice, dont 4 millions correspondaient à la BID, 2,8 millions au gouvernement français et 6,1 millions à la Banque mondiale. Cette situation a provoqué, vers le dernier trimestre de l'année fiscale (juillet-septembre), la cessation de nouveaux décaissements de la part de presque tous les organismes créditeurs.

Il existe peu d'alternatives pour que l'économie d'Haïti s'insère de manière compétitive dans le marché mondial. Les retards de productivité, institutionnels et d'infrastructure, d'un côté, et la continuelle « hémorragie » de ressources humaines étant donné l'émigration forcée de personnel qualifié devant le manque de

débouchés, pour ne citer que quelques facteurs, sont alarmants et constituent des obstacles majeurs à une meilleure performance de l'économie. Jusqu'à maintenant, les maigres

résultats obtenus se sont appuyés surtout sur les bas niveaux des rémunérations de la force de travail, qui constituent la principale source de compétitivité du secteur externe d'Haïti.

4. La politique économique et les réformes structurelles

Pendant tout l'exercice fiscal 2001 les grandes lignes tracées dans le programme intérimaire (*Staff-monitored Program*) provisoirement approuvé avec le FMI n'ont pratiquement pas été suivies. En particulier, face au déficit du secteur public et aux niveaux de financement élevés de la BRH au gouvernement central, les autres mesures (restriction de l'offre monétaire, accroissement des réserves internationales, non-intervention directe sur le marché des changes, élimination des arriérés de paiements de la dette externe) se sont avérées insuffisantes pour atteindre les objectifs poursuivis.

La conjoncture politique et économique n'a pas davantage permis d'avancer en ce qui concerne les réformes structurelles approuvées et maintes fois reconduites au cours des trois dernières années dans l'agenda accordé entre les autorités nationales et le FMI. Parmi ces réformes étaient envisagés, mais non mis en oeuvre, des programmes concernant l'augmentation des recettes fiscales, la gestion des dépenses publiques, la réforme du secteur financier et des entreprises publiques, traditionnellement liés aux projets de privatisation.

a) La politique fiscale

La marge de manœuvre des autorités en matière fiscale a été très limitée en raison de la récession économique interne et des restrictions du financement externe. D'un côté les recettes se sont réduites de 12% en termes réels, et de l'autre les dépenses ont diminué de 10%. Malgré la hausse des prix domestiques des dérivés du pétrole en septembre 2000, la reconstitution des recettes fiscales ne s'est pas concrétisée et les pertes (plus de 900 millions de gourdes) ont encore été considérables. Les recommandations du FMI ont insisté sur la stricte application de la législation de 1995 en matière d'imposition aux hydrocarbures, avec ajustements périodiques des prix à la consommation, en tenant compte de l'évolution des prix internationaux et du taux de change de la monnaie nationale. Par contre, devant une évolution à la baisse des prix internationaux des hydrocarbures, la possibilité de

poussées inflationnistes et le plus grand mécontentement social qui pourrait en découler, les autorités nationales ont opté pour conserver sans aucun changement les prix appliqués depuis la fin de 2000.

Les recettes fiscales ont subi une forte chute en termes réels (-11,8%), attribuable à la performance modeste de ses deux principales rubriques : les recettes de l'impôt à la valeur ajoutée (IVA) n'augmentèrent que de 1,1%, malgré le renforcement des mesures de contrôle des grands contribuables, tandis que les impôts sur le commerce extérieur se sont réduits de 0,5%.

L'analyse de la structure fonctionnelle des dépenses exercées au cours de la période — uniquement sur les fonds d'origine nationale — révèle que la part des dépenses sociales en prix courants s'est maintenue à près de 3% du PIB, aux dépens de l'investissement en général, qui de 1,1% en 2000 est descendu à moins du cinquième en 2001 (0,2%). Bien que ces chiffres n'illustrent que de façon partielle l'intervention publique en matière sociale, puisque les composantes du financement externe au développement ne sont pas prises en considération, ils n'en sont pas moins préoccupants car ils mettent en évidence le retard que la nation haïtienne conserve en la matière par rapport aux économies similaires de la région.³

Le déficit fiscal en termes courants (2,7% du PIB), bien que légèrement supérieur à l'année précédente, ne reflète pas le fait que les autorités ont dû réorienter des dépenses de capital vers des

dépenses courantes pour éviter une situation plus précaire des comptes publics. Précisément, les dépenses d'investissement ont reculé d'environ 27% en termes réels. Cependant, il faut souligner que la forme de captation des comptes publics haïtiens souffre d'une sous-couverture chronique. De plus, les dépenses sus-mentionnées ne comprennent que les dépenses réalisées avec des fonds locaux, alors qu'il n'y a pas de captation (ou de manière très limitée) sur les investissements de divers organismes publics à partir de fonds externes directement octroyés.

D'autre part, l'accumulation des arriérés de paiements de la dette externe a agrandi le cercle vicieux de « pas de paiements » et « pas de décaissements ». La Banque Centrale a continué à assumer la presque totalité du financement destiné au gouvernement central, bien qu'on constate une légère baisse de sa contribution en termes réels (-1,5%).

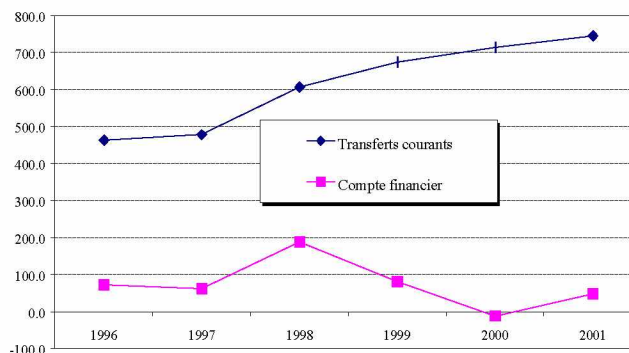
b) La politique monétaire

Les autorités monétaires ont renforcé les mesures de contrôle de la liquidité de l'économie. Ainsi, depuis le mois de juin elles ont élevé à 31% le coefficient de réserve obligatoire tant sur les dépôts en monnaie nationale qu'en dollars. Simultanément, la procédure pour constituer les dites réserves a été modifiée. Par effet de cette disposition, dans le cas des dépôts en dollars les entités financières ont l'obligation de constituer ce fonds avec 70% de devises et les 30% restant en monnaie nationale, ce qui modifie la politique appliquée auparavant. Cette dernière mesure a permis, entre autres effets, de freiner la chute des réserves externes nettes de la BRH.

Quant à la base monétaire le solde en septembre de 2001 représentait une croissance de 3,7% en termes réels, attribuable à la forte augmentation de crédit du système bancaire au gouvernement, qui s'est élevé de 30% (15% réel), alors que celui destiné au secteur privé a diminué de 7% (-17% réel) et les bons placés par la BRH ont doublé.

Les effets de cette politique restrictive se reflètent dans le solde du panorama monétaire à la fin de l'exercice fiscal. Au mois de septembre la liquidité globale de l'économie (M3) a accusé une baisse de 6,3% en termes réels, à laquelle ont contribué de façon substantielle la contrac-

Graphique 3
TRANSFERTS COURANTS ET ÉQUILIBRE DE LA
BALANCE DES PAIEMENTS
(Millions de dollars)



tion des dépôts en dollars (-11,8%), des dépôts à termes en monnaie nationale (-3,3%) et de l'argent au sens strict (M1) (-3,8%). A leur tour, les taux d'intérêt sur les prêts ont atteint 9,8% réels.

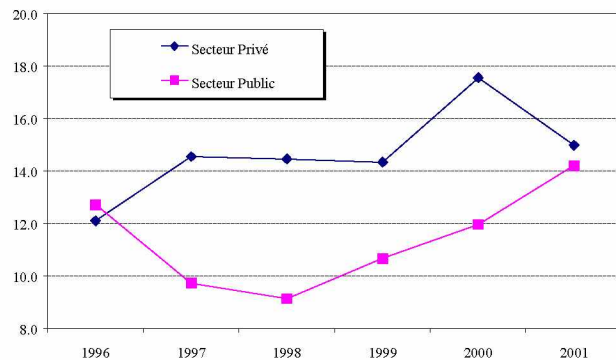
c) La politique de change

Le taux de change moyen annuel de la gourde a enregistré une dépréciation nominale de 21,4% par rapport au dollar et de 7% en termes réels. Bien que l'exercice fiscal ait commencé à un niveau substantiellement plus élevé (43%), la tendance s'est modifiée au cours de l'année, qui a terminé en septembre avec des valeurs nominales à peine 3% au-dessus du mois de septembre 2000. La moindre demande de devises, tant pour les crédits (-16,8%) que pour les opérations de change directes (-26%), est à associer à une échelle déprimée des activités économiques. Ce phénomène s'est produit sans l'intervention directe de la BRH sur le marché des changes, organisme qui s'est vu restreint par la pénurie de devises. En effet, on note une réduction (-11,2%) des avoirs externes nets, non compensés par de nouveaux endettements vu les restrictions externes prévalant. La nouvelle forme de constitution de réserves en devises a contraint les banques commerciales à destiner une partie de leurs avoirs en dollars pour faire face à cet engagement légal, ce qui a augmenté considérablement la part de cette rubrique dans les « réserves nettes » de la BRH (près de 37% contre à peine 5% l'année précédente).

La légère baisse du coefficient de dollarisation de l'économie —mesuré comme la part des

dépôts en dollars par rapport au total des dépôts (41%) ou bien sur M3 (34%)— semble être un phénomène temporaire, et probablement provoqué par les retraits des épargnants et des investisseurs pour faire face à des échéances (obligations). Cependant, un comportement spéculatif, comme le remplacement en instruments plus rentables, n'est pas à exclure, étant donné que les caisses populaires de type pyramidal ont offert des taux d'environ 8% par mois sur les dépôts à termes en dollars, alors que les banques commerciales offraient 5% par an.

Graphique 4
CRÉDIT INTERNE
(% du PIB)



5. La production, l'emploi et les prix

a) L'activité économique

L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) a présenté à partir de 2001 les séries de comptabilité nationale élaborées sur une nouvelle base intermédiaire (1986-1987) qui remplace la base antérieure (1975-1976). Selon cette nouvelle méthodologie, les estimations du comportement sectoriel du produit indiquent que le PIB a enregistré une baisse de 1,2%. Ce recul absolu de l'offre nationale disponible —le premier au cours des sept dernières années— a pour cause tant le faible rendement du secteur primaire (0,6%), qui n'arrive même pas à couvrir le taux de croissance naturelle de la population (1,8%), que la stagnation ou le net déclin des autres activités. Ainsi, les services de bases ont reculé de 1,6% par suite de la forte dégradation du sous-secteur électrique (-4,4%), et les services ont perdu de leur dynamisme (-0,6%) en raison du ralentissement des activités commerciales (0,6%).

La part de l'activité agricole dans la formation du produit (près d'un tiers) demeure déterminante dans l'évolution de l'économie en général. La stagnation de ce secteur pendant l'année fiscale 2001 a contribué à la tendance à la baisse de l'économie dans son ensemble. Selon les estimations disponibles, la production des denrées de consommation interne et de celles destinées à l'exportation a diminué de plus de 5% en moyenne. Ce comportement est lié aux faibles rendements, aux effets secondaires de la dégradation prolongée de l'environnement (déforestation, en particulier) et à la forte pénétration des importations, dont la participation dans l'offre apparente est passée de 6% à 11% entre 1988 et 2000.

La crise structurelle du secteur agricole s'est également reflétée dans divers indicateurs

de l'enquête sur les ménages ⁴ récemment réalisée, qui indique une plus grande incidence de la pauvreté (54% des ménages) et une plus grande concentration du revenu dans le secteur rural (les deux déciles les plus importants reçoivent 66,3% des revenus). De plus, le fait que dans ce milieu les revenus dépendent de moins en moins des revenus provenant de la production agricole (à peine 28%), reflèterait une situation sociale critique. Bien que la terre soit chaque fois moins productive, il existe en même temps une évidente incapacité des nouvelles sources de revenus —souvent informelles— à offrir aux membres de la communauté agricole des alternatives de subsistance.

Malgré la signature d'un contrat de distribution d'énergie entre l'entreprise d'état Electricité d'Haïti (EDH) et une compagnie privée domini-

caine en mars 2001, le rendement du secteur électrique a été défavorable, en raison d'une baisse de la production brute de 31%, portant préjudice aux secteurs productifs et aux ménages.

Le secteur des services commerciaux, dont la contribution au PIB (26%) a été similaire à celle de l'agriculture, s'est converti en paradigme de l'informalité qui règne dans l'économie d'Haïti. Le ralentissement a été suscité tant par les facteurs de demande (une diminution des revenus) que d'offre (chute de l'offre nationale et de l'importation, hausse du taux de change et diminution du crédit).

La production nationale représente actuellement moins de 50% de l'offre globale, et il y a à peine trois lustres ce coefficient était proche de 80%. Bien qu'il dénote une plus grande ouverture de l'économie nationale, cela n'en signifie pas moins une incapacité de production nationale croissante.

Les composantes de la demande globale ont enregistré une baisse d'activité. Dans le cas des investissements (-6,8%), elle est imputable à une forte contraction du secteur public, qui contribue pour un cinquième au total de l'investissement. Les comptes financiers du gouvernement central ont présenté une diminution en termes réels de 26% des dépenses d'investissement avec des fonds locaux, difficilement compensée par un secteur privé à l'expectative d'une évolution plus encourageante de la conjoncture politique, et de plus limité par les taux prohibitifs du crédit (28% sur les gourdes et 15% sur les dollars). La stagnation du secteur de la construction (0,9%) reflète en grande partie ce phénomène.

La consommation (-5,3%) demeure déprimée, résultat de la faible demande sur le marché du travail et de la diminution des revenus réels (le salaire minimum a accusé une nouvelle baisse de 14%) dans une économie déjà durement éprouvée par des niveaux de pauvreté élevés. On calcule le taux de pauvreté relative autour de 29%,⁵ bien que ce coefficient s'élève à 40% en milieu rural. Les transferts privés (68% du total des transferts entre les ménages) bénéficient à 11,9% des ménages et réduisent notablement les effets perniciose de la situation de pauvreté chronique en ce qui concerne la consommation. Ainsi, ces ressources contribuent pour 10% au revenu des ménages, et dans un

pourcentage semblable (10,4%) à leurs dépenses de consommation.

b) Les prix, les rémunérations et l'emploi

L'inflation annuelle a été de 16,8% en moyenne, avec des niveaux mensuels qui ont atteint 19% en novembre-décembre. Même ainsi, la rubrique de l'alimentation a subi une augmentation encore plus sévère (18,1%) provoquée par les ajustements en chaîne qui ont suivi la hausse des prix internes des dérivés du pétrole (septembre 2000), et la dépréciation continue de la monnaie nationale qui a eu une répercussion en raison de la forte composante d'importation de l'offre alimentaire. L'analyse en particulier de l'évolution entre le quatrième trimestre de l'année fiscale 2000 et le premier trimestre de l'année 2001 montre que les ajustements effectués en raison de la hausse des prix pétroliers ont même été plus notables : céréales (5,5%), légumes (3,9%), viandes et poissons (3,7%), produits laitiers (7,5%), farine et similaires (13,1%), boissons (32,3%), transport (11,1%) et l'indice général (7%). Au cours des mois suivants de l'année fiscale 2001 plusieurs prix se sont réajustés à la baisse, bien qu'à des niveaux moyens supérieurs à ceux en vigueur l'année précédente.

Au manque d'information suivie et spécifique sur les rémunérations et l'emploi, le comportement de plusieurs indicateurs de l'enquête sur les ménages de 1999-2000 a permis de faire une certaine évaluation de la dimension de la crise que traverse l'économie d'Haïti en termes de son incapacité à produire plus de ressources de façon ininterrompue et suffisante (facteur de développement) et à réduire la brèche d'exclusion qui frappe la grande majorité de sa population (facteur d'équité). Alors que le taux net de l'activité (population économiquement active, PEA, par rapport à la population en âge de travailler) a accusé un recul entre 1986-1987 et 1999-2000 (de 57,2% à 54,5%), le taux de dépendance économique (inactifs par rapport à la PEA) est de 83,5% dans la dernière enquête. En considérant le taux de chômage « étendu » (chômeurs et ceux qui découragés ne cherchent plus de travail) dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, on constate des niveaux alarmants (34,2%)⁶. La

faible part de l'emploi salarié, même dans la capitale (47,4% des occupés) révèle un contingent grandissant de sous-emploi et emploi informel, qui, si on l'incorpore au grand ensemble du dénommé « auto emploi » (travailleurs indépendants, à leur compte), représente 48,7% des occupés, situation que l'on rencontre en grande partie dans les activités de commerce qui concentrent à elles seules 41,3% du monde des occupés de Port-au-Prince.

La dimension de la pauvreté relative à niveau national (45%), ne prenant en compte que

les revenus primaires, la prédominance des transferts externes sur la formation nationale de ressources, le modèle de consommation des ménages (20% des ménages les plus riches consomme 55% du total), la forte dichotomie entre milieu rural et urbain, l'accroissement de la polarisation des conflits politiques et sociaux, sont parmi les causes qui accentuent une légitime préoccupation quant à la viabilité économique de cette nation et l'urgence de consensus autour d'un projet économique, social et politique susceptible de mettre fin à la désespérance.

NOTES

¹ La période analysée se réfère à l'année fiscale 2000-2001, qui a commencé en octobre 2000 et terminé en septembre 2001.

² Un avant-projet de loi a été rendu public le 7 mars 2002, et le 11 avril le nouveau ministre de la coopération externe a soumis un projet de loi au sénat sur la réglementation des coopératives.

³ Pour plus de renseignements, voir l'étude inédite de Ramón Carlos Torres, consultant CEPAL-PNUD, dans le cadre du « Rapport sur le Développement humain en Haïti, 2001 », en cours de publication.

⁴ « Enquête budget-consommation des ménages (EBCM) 1999-2000 », IHSI, 2 vol., décembre 2001.

⁵ Pauvreté relative à la moyenne nationale du revenu en 1999-2000 (2 951 gourdes, soit, 151 dollars), qui comprend des revenus primaires (pour activité ou patrimoine) et secondaires (pour transferts).

⁶ Cette situation justifie l'affirmation pertinente suivante contenue dans l'EBCM 1999-2000 : « L'existence de taux de chômage élargis élevés en milieux urbains notamment pose le problème de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique d'emploi, d'autant qu'il n'est pas dit que l'auto-emploi est infiniment extensible, que la capacité d'absorption du « secteur informel » est illimitée », Vol. I, p. 120.

Annexe statistique

Tableau 1

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES a/

	1997	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/
	Taux de variation				
Croissance et investissement					
Produit intérieur brut	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.2
Produit intérieur brut par habitant	0.8	0.3	0.8	-1.0	-3.0
Produit intérieur brut (millions de gourdes)	54 005	62 997	69 254	77 580	84 659
Déflacteur du PIB (1987 = 100)	435.2	496.8	531.7	590.5	652.2
Revenu national brut à prix de marché c/	1.3	6.6	2.8	-0.9	-2.2
Produit intérieur brut sectoriel					
Biens	0.1	1.4	-0.9	-1.1	0.6
Services de base	6.9	5.6	14.1	7.5	-1.6
Autres services	4.8	3.3	2.8	3.3	-0.6
	Points de pourcentage				
Décomposition du Taux de variation du PIB	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.2
Consommation	3.9	4.2	11.3	20.9	-8.6
Publique	0.0	0.2	0.0	0.2	...
Privée	3.9	4.0	11.2	20.7	...
Investissement	1.8	-0.8	5.6	5.2	-2.2
Exportations	2.0	3.6	3.1	1.3	-3.3
Importations (-)	5.0	4.8	17.2	26.5	-12.9
	Pourcentage du PIB c/				
Investissement brut interne	12.8	13.4	13.9	13.9	13.1
Epargne nationale	10.8	14.4	14.5	11.6	11.8
Epargne externe	2.0	-1.1	-0.6	2.3	1.3
Emploi et salaires					
Salaire minimum réel (indices 1996=100)	86.1	76.4	70.6	63.4	54.3
	Taux de variation				
Prix (septembre-septembre)					
Indice général des prix à la consommation	17.0	8.2	9.9	15.3	12.3
Secteur externe					
Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 1995 = 100)	94.8	96.7	100.6	92.9	89.6
Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar)	16.2	16.9	16.7	19.6	23.8
Indice du taux de change ajusté (1996 = 100)	84.5	79.6	74.3	80.9	86.6
	Millions de dollars				
Balance des paiements d/					
Compte courant	-62.2	34.6	20.3	-84.4	-53.5
Solde commercial	-525.6	-560.3	-640.7	-787.6	-788.8
Exportations des biens et services e/	379.1	479.4	528.0	488.8	438.0
Importations des biens et services e/	904.7	1 039.6	1 168.6	1 276.4	1 226.8
Compte d'opérations financières	60.8	187.8	81.1	-12.1	47.5
Variation des réserves internationales	-30.4	-34.5	-21.4	45.7	-1.2

/A suivre

Tableau 1 (Conclusion)

	1997	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/
Pourcentages					
Dette externe					
Encours de la dette externe (% du PIB) f/	30.7	29.7	28.1	29.8	33.5
Intérêts nets (% des exportations des biens et services)	3.2	2.0	2.4	1.9	1.9
Pourcentage du PIB					
Gouvernement central g/					
Recettes courantes	8.7	8.3	8.8	7.9	7.5
Dépenses courantes	9.4	8.8	9.3	8.1	8.3
Epargne ou Déficit courant (-)	-0.7	-0.5	-0.5	-0.2	-0.8
Dépenses de capital	1.3	2.0	2.1	2.4	1.9
Déficit fiscal	-1.9	-2.2	-2.4	-2.5	-2.7
Financement interne	1.1	1.9	3.0	2.8	2.6
Financement externe	0.8	0.4	-0.7	-0.2	0.1
Taux de variation					
Monnaie et crédit					
Solde monétaire du système bancaire	15.4	14.7	17.1	36.9	5.3
Réserves nettes de change	18.9	12.1	7.5	75.3	-11.2
Crédit intérieur net	14.1	15.7	20.7	24.2	13.0
Au secteur public	-11.4	9.6	28.3	25.7	29.5
Au secteur privé	39.1	15.9	9.0	37.2	-6.9
Monnaie (M1)	6.2	9.0	17.4	19.7	8.1
Epargne et dépôts à terme (monnaie nationale)	15.6	13.3	11.6	17.5	9.2
M2	11.3	11.4	14.1	18.5	8.7
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	33.5	26.7	26.9	89.9	-0.9
Liquidité étendue (M3)	15.4	14.7	17.1	36.9	5.3
Taux annuels					
Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales)					
Taux sur les dépôts	-4.8	0.1	0.0	-1.0	-2.2
Taux sur les prêts	4.8	9.6	13.9	11.1	9.8
Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère h/	9.5	7.9	9.5	-6.0	-6.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1995.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du V Manuel de la Balance des Paiements du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS a/

	2000 b/				2001 b/				2002 b/			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois)	9.8	10.8	11.8	13.1	18.7	17.6	16.6	14.4	8.8	...	...	...
Taux de change réel (indices 1996 = 100)	79.0	84.3	85.0	92.1	93.1	90.9	89.7	92.1	94.8	...	...	...
Taux d'intérêt réel												
Sur les dépôts c/	-1.2	-0.8	-1.3	-0.4	-3.6	-2.9	-1.5	-1.0	3.1	...	...	...
Sur les prêts d/	11.6	11.3	11.5	10.5	7.3	9.7	10.5	11.6	18.5	...	...	...
Monnaie (M1) (variation trimestrielle)	13.0	-2.5	1.3	7.2	4.9	-0.9	-1.3	5.4	11.0	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (Octobre-Septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ A termes de 6 mois.

d/ Prêts en gourdes.

Tableau 3

HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

	Millions de gourdes de 1987						Composition (pourcentage)					Taux de croissance			
	1996	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Offre totale	20 496	21 429	22 295	24 822	28 387	26 539	172.7	175.8	190.6	216.1	204.4	4.0	11.3	14.4	-6.5
Produit intérieur brut aux prix du marché	12 083	12 410	12 681	13 025	13 138	12 981	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	2.2	2.7	0.9	-1.2
Importations de biens et services	8 412	9 019	9 614	11 797	15 249	13 558	72.7	75.8	90.6	116.1	104.4	6.6	22.7	29.3	-11.1
Demande totale	20 496	21 429	22 295	24 822	28 387	26 539	172.7	175.8	190.6	216.1	204.4	4.0	11.3	14.4	-6.5
Demande intérieure	18 808	19 500	19 917	22 052	25 442	24 021	157.1	157.1	169.3	193.7	185.0	2.1	10.7	15.4	-5.6
Formation brute de capital fixe	2 837	3 054	2 955	3 663	4 335	4 042	24.6	23.3	28.1	33.0	31.1	-3.2	24.0	18.3	-6.8
Consommation totale	15 970	16 446	16 962	18 389	21 107	19 979	132.5	133.8	141.2	160.7	153.9	3.1	8.4	14.8	-5.3
Publique	1 853	1 851	1 872	1 876	1 901	...	14.9	14.8	14.4	14.5	...	1.1	0.2	1.3	...
Privée	14 117	14 594	15 091	16 513	19 206	...	117.6	119.0	126.8	146.2	...	3.4	9.4	16.3	...
Exportations de biens et services	1 688	1 929	2 378	2 770	2 945	2 518	15.5	18.8	21.3	22.4	19.4	23.3	16.5	6.3	-14.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4
HAÏTI: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX
SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHÉ

	Millions de gourdes de 1987						Composition (pourcentage)					Taux de croissance				
	1996	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Produit intérieur brut	12 083.5	12 410.3	12 681.0	13 024.7	13 138.5	12 981.1	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.2
Total partiel biens	5 393.6	5 399.9	5 475.3	5 423.8	5 363.0	5 394.8	43.5	43.2	41.6	40.8	41.6	0.1	1.4	-0.9	-1.1	0.6
Agriculture b/	3 721.3	3 664.9	3 656.9	3 553.1	3 423.8	3 445.6	29.5	28.8	27.3	26.1	26.5	-1.5	-0.2	-2.8	-3.6	0.6
Industrie d'extraction	10.5	11.6	12.7	13.6	14.4	13.7	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	10.2	9.8	6.6	6.0	-5.0
Industrie manufacturière	1 012.4	1 015.0	1 017.9	987.4	985.6	987.7	8.2	8.0	7.6	7.5	7.6	0.3	0.3	-3.0	-0.2	0.2
Construction	649.4	708.4	787.8	869.6	939.3	947.9	5.7	6.2	6.7	7.1	7.3	9.1	11.2	10.4	8.0	0.9
Total partiel services de base	586.9	627.6	662.4	755.7	812.3	799.5	5.1	5.2	5.8	6.2	6.2	6.9	5.6	14.1	7.5	-1.6
Electricité, gaz et eau	91.6	96.4	93.7	90.4	87.0	48.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.4	5.2	-2.7	-3.6	-3.7	-44.0
Transport, stockage et communications	495.4	531.2	568.7	665.3	725.3	750.8	4.3	4.5	5.1	5.5	5.8	7.2	7.1	17.0	9.0	3.5
Total partiel services divers	5 560.6	5 830.0	6 024.7	6 195.9	6 402.8	6 361.2	47.0	47.5	47.6	48.7	49.0	4.8	3.3	2.8	3.3	-0.6
Commerce	2 863.8	3 029.5	3 124.6	3 250.8	3 402.9	3 423.6	24.4	24.6	25.0	25.9	26.4	5.8	3.1	4.0	4.7	0.6
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/	1 285.9	1 372.8	1 453.7	1 500.7	1 566.4	1 552.2	11.1	11.5	11.5	11.9	12.0	6.8	5.9	3.2	4.4	-0.9
Propriété immobilière	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services communaux, sociaux et personnels	1 410.9	1 427.7	1 446.4	1 444.4	1 433.4	1 385.4	11.5	11.4	11.1	10.9	10.7	1.2	1.3	-0.1	-0.8	-3.3
Gouvernement d/	1 410.9	1 427.7	1 446.4	1 444.4	1 433.4	1 385.4	11.5	11.4	11.1	10.9	10.7	1.2	1.3	-0.1	-0.8	-3.3
Ajustement e/	542.3	552.8	518.6	649.4	560.4	425.6	4.5	4.1	5.0	4.3	3.3	1.9	-6.2	25.2	-13.7	-24.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands"

d/ Correspond aux "services non marchands"

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE

	Milliers de tonnes					Taux de croissance			
	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Principales cultures									
D'exportation									
Café	27.0	27.2	28.0	30.0	28.0	0.7	2.9	7.1	-6.7
Cacao	4.2	4.5	4.5	4.5	4.3	7.1	0.0	0.0	-4.4
Mangues	210.0	225.0	225.0	250.0	250.0	7.1	0.0	11.1	0.0
De consommation interne									
Riz	160.0	101.3	100.0	130.0	103.0	-36.7	-1.3	30.0	-20.8
Maïs	230.0	206.1	250.0	202.5	180.0	-10.4	21.3	-19.0	-11.1
Millet	100.0	95.2	100.0	98.0	80.0	-4.8	5.1	-2.0	-18.4
Haricots	50.0	35.1	35.5	33.2	32.9	-29.8	1.1	-6.6	-0.8
Bananes	250.0	287.7	290.0	322.5	290.0	15.1	0.8	11.2	-10.1
Canne à sucre	1 100.0	1 000.1	1 000.0	800.0	1 008.1	-9.1	0.0	-20.0	26.0
Indicateurs de l'élevage									
Viande (total)	72.8	79.6	79.9	91.6	91.6	9.3	0.3	14.7	0.0
Oeufs	3.8	3.8	3.8	4.1	4.1	0.0	1.3	8.6	0.0

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la FAO (FAOSTAT).

a/ Vu le manque de données officielles, nous ne présentons que les estimations réalisées par la FAO.

b/ Estimations.

Tableau 6

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1996	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001a/	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001a/
	Indices 1996 = 100 b/						Taux de croissance				
Industries manufacturières	100.0	100.3	100.5	97.5	97.0	97.6	0.3	0.3	-3.0	-0.5	0.6
Aliments et boissons	100.0	102.7	102.8	101.1	97.9	98.5	2.7	0.1	-1.6	-3.2	0.6
Tabac	100.0	97.5	100.0	99.0	99.0	98.6	-2.5	2.5	-1.0	0.0	-0.3
Industrie textile	100.0	102.3	102.8	96.0	95.9	96.7	2.3	0.6	-6.7	0.0	0.8
Ouvrages en bois et similaires (sauf meubles)	100.0	91.1	86.9	81.4	84.5	85.2	-8.9	-4.6	-6.4	3.8	0.9
Papier et similaires	100.0	103.3	105.1	94.6	100.1	100.6	3.3	1.7	-10.0	5.8	0.4
Produits chimiques	100.0	82.9	82.7	79.1	79.3	80.2	-17.1	-0.3	-4.4	0.2	1.2
Minéraux non-métalliques	100.0	111.2	123.4	126.4	130.4	128.0	11.2	10.9	2.5	3.1	-1.8
Produits métallurgiques de base	100.0	94.2	87.7	95.6	102.4	102.6	-5.8	-6.9	9.0	7.1	0.2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	100.0	126.1	134.4	134.4	143.0	142.1	26.1	6.6	0.0	6.5	-0.7
Meubles	100.0	100.3	102.4	105.3	110.0	110.0	0.3	2.1	2.8	4.5	0.0
Consommation commerciale et industrielle d'électricité (millions de KWh)	104.3	122.0	123.3	126.0	123.3	90.1	17.0	1.1	2.2	-2.1	-26.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Sur la base de chiffres de la valeur ajoutée par secteur d'activité en gourdes constants de 1986-1987.

Tableau 7

HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

	Millions de kWh					Taux de croissance			
	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Production	637.7	633.4	639.6	635.1	440.6	-0.7	1.0	-0.7	-30.6
Consommation b/	291.7	316.3	305.3	306.1	238.1	8.4	-3.5	0.3	-22.2
Commerciale et industrielle	126.2	143.7	137.5	135.8	100.8	13.9	-4.3	-1.2	-25.8
Résidentielle	122.0	123.3	126.0	123.3	90.1	1.1	2.2	-2.1	-26.9
Autres	43.5	49.3	41.8	47.0	47.2	13.3	-15.2	12.4	0.5
Eclairage public	13.1	13.8	11.4	12.5	13.9	5.3	-17.4	9.6	10.8
Services publics et communaux	30.4	35.5	30.4	34.5	33.4	16.8	-14.4	13.4	-3.2
Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/	54.3	50.1	52.3	51.8	46.0	-7.7	4.4	-0.9	-11.3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrée.

c/ Pourcentages de la production totale.

Tableau 8

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS

	1995	1996	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
	Taux de croissance						
Exportations (fob) b/							
Valeur	31.2	11.2	20.9	45.7	13.4	-6.8	-7.2
Quantum	19.3	15.3	21.1	35.6	17.6	-6.9	-5.9
Valeur unitaire	10.0	-3.6	-0.1	7.5	-3.6	0.1	-1.4
Importations (fob) b/							
Valeur	178.3	-1.7	9.9	16.9	14.0	8.3	-2.8
Quantum	161.3	-7.6	15.1	10.9	23.1	-0.1	-4.9
Valeur unitaire	6.5	6.4	-4.5	5.4	-7.4	8.4	2.3
Termes de l'échange (fob/fob)	3.3	-9.4	4.6	2.0	4.1	-7.7	-3.6
	Indices (1995 = 100)						
Pouvoir d'achat des exportations	100.0	104.5	132.4	183.0	224.0	192.6	174.7
Quantum des exportations	100.0	115.3	139.6	189.3	222.7	207.3	195.0
Quantum des importations	100.0	92.4	106.3	117.9	145.1	144.9	137.7
Termes de l'échange (fob/fob)	100.0	90.7	94.8	96.7	100.6	92.9	89.6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB

	Millions de dollars					Composition (pourcentage)					Taux de croissance			
	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1990	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Exportations brutes (fob)	205.5	299.4	339.4	316.4	293.5	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	45.7	13.4	-6.8	-7.2
Exportations nettes (fob) b/	122.9	167.8	179.3	159.2	140.2	....	56.0	52.8	50.3	47.8	36.6	6.8	-11.2	-11.9
Produits agricoles	43.2	50.3	41.5	30.9	20.5	17.0	16.8	12.2	9.8	7.0	16.5	-17.5	-25.5	-33.6
Café	19.1	21.8	15.2	7.1	4.1	5.8	7.3	4.5	2.3	1.4	14.1	-30.0	-53.2	-42.1
Cacao	4.3	7.5	6.0	6.5	7.1	0.7	2.5	1.8	2.1	2.4	76.5	-20.3	8.7	8.6
Sucre	-	-	-	-	-	1.4	....	....	....	....	....	....	....	....
Sisal	0.8	2.0	1.5	2.0	0.5	2.1	0.7	0.5	0.6	0.2	133.3	-21.9	32.7	-73.9
Huiles essentielles	2.9	3.7	2.4	2.5	1.8	0.3	1.2	0.7	0.8	0.6	26.5	-34.9	1.7	-27.6
Mangues	7.0	5.8	6.7	8.0	4.0	...	1.9	2.0	2.5	1.4	-17.4	16.2	18.4	-50.1
Autres produits agricoles	9.0	9.5	9.6	4.8	3.1	6.7	3.2	2.8	1.5	1.0	5.5	0.5	-49.8	-36.6
Articles manufacturés c/	53.0	79.6	103.7	100.5	97.9	25.9	26.6	30.6	31.8	33.4	50.1	30.4	-3.2	-2.5
Manufactures artisanales et autres produits industriels	17.4	24.0	19.9	13.8	10.5	11.9	8.0	5.9	4.4	3.6	37.7	-16.9	-30.7	-24.1
Ajustement pour évaluation	9.2	13.9	14.1	14.0	11.1	5.5	4.6	4.2	4.4	3.8	50.4	1.7	-1.1	-20.9
Ajustement pour classification	82.6	131.6	160.1	157.2	153.3	....	44.0	47.2	49.7	52.2	59.3	21.7	-1.8	-2.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance seule la valeur ajoutée est considérée.

c/ Correspond à la valeur ajoutée des entreprises de sous-traitance.

Tableau 10

HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF

	Millions de dollars					Composition (pourcentage)					Taux de croissance			
	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1990	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Importations totales (CIF)	756.2	883.9	1 010.6	1 090.7	1 061.5	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	16.9	14.3	7.9	-2.7
Produits alimentaires, boissons et tabac	218.4	243.9	296.0	265.7	281.9	19.9	27.6	29.3	24.4	26.6	11.7	21.3	-10.2	6.1
Combustibles minéraux	74.9	80.8	83.2	186.6	163.8	21.3	9.1	8.2	17.1	15.4	7.9	2.9	124.2	-12.2
Hydrocarbures	70.8	71.2	73.9	148.5	139.3	20.5	8.1	7.3	13.6	13.1	0.6	3.8	100.9	-6.2
Huiles et graisses	62.8	64.0	65.6	43.1	35.3	9.4	7.2	6.5	4.0	3.3	1.9	2.5	-34.2	-18.2
Produits chimiques	50.2	49.7	50.3	50.6	50.8	11.2	5.6	5.0	4.6	4.8	-1.0	1.2	0.6	0.5
Articles manufacturés b/	122.7	170.0	201.5	237.4	212.5	15.4	19.2	19.9	21.8	20.0	38.5	18.5	17.8	-10.5
Machines et matériel de transport	126.8	142.1	164.9	171.5	175.2	14.6	16.1	16.3	15.7	16.5	12.0	16.0	4.1	2.1
Articles manufacturés divers c/	41.9	53.2	55.7	51.7	68.7	4.6	6.0	5.5	4.7	6.5	27.0	4.6	-7.1	32.9
Autres d/	58.6	80.3	93.5	84.1	73.2	3.6	9.1	9.3	7.7	6.9	37.0	16.5	-10.1	-12.9
Importations totales brutes (FOB) e/	703.3	822.1	939.8	1 014.4	987.2	...	...	...	...	...	16.9	14.3	7.9	-2.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total CIF moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

Tableau 11

HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRESENTATION ANALYTIQUE)

(Millions de dollars)

	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
I. Compte des transactions courantes	-62.2	34.6	20.3	-84.4	-53.5
Exportations de biens l.a.b	205.5	299.4	339.4	316.4	293.5
Importations de biens l.a.b	-703.3	-822.1	-936.8	-1 014.4	-986.2
Solde au titre des biens	-497.8	-522.7	-597.4	-698.0	-692.8
Services (crédit)	173.7	180.0	188.6	172.5	144.5
Transports	6.9	10.0	...	...	...
Voyages	158.6	161.6	...	...	...
Autres services	8.2	8.4	...	...	...
Services (débit)	-201.5	-217.6	-231.8	-262.1	-240.6
Transports	...	...	...	...	...
Voyages	...	...	...	...	...
Autres services	...	...	...	...	...
Solde au titre des biens et services	-525.6	-560.3	-640.7	-787.6	-788.8
Revenus (crédit)	...	...	...	...	...
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	...	...	...	...	...
Revenus (débit)	-13.6	-11.7	-12.6	-9.2	-8.2
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	-13.6	-10.8	...	...	...
Revenu des investissements directs	-1.5	-1.4	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	-12.1	-9.4	-12.6	-9.2	-8.2
Solde au titre des revenus	-13.6	-11.7	-12.6	-9.2	-8.2
Transferts courants (crédit) b/	477.0	606.5	673.6	712.4	743.6
Transferts courants (débit)	...	...	...	...	...
Solde au titre des transferts courants	477.0	606.5	673.6	712.4	743.6
II. Compte de capital c/	...	...	...	...	...
III. Compte d'opérations financières c/	60.8	187.8	81.1	-12.1	47.5
Investissements directs de l'économie à l'étranger	...	...	...	...	...
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	4.0	10.8	30.0	13.2	4.4
Avoirs des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...
Engagements des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...
Avoirs des autres investissements d/	56.8	177.0	51.1	-25.3	43.1
Autorités monétaires d/	...	...	...	...	...
Administrations publiques d/	36.9	37.7	71.8	26.3	19.7
Banques d/	15.9	-1.7	-3.9	-62.3	5.1
Autres secteurs d/	4.0	141.0	-16.8	10.6	18.3
Engagements des autres investissements	...	...	...	...	...
Autorités monétaires	...	...	...	...	...
Administrations publiques	...	...	...	...	...
Banques	...	...	...	...	...
Autres secteurs	...	...	...	...	...
IV. Erreurs et omissions nettes	31.8	-187.9	-80.1	50.8	7.2
V. Solde global	30.4	34.5	21.3	-45.7	1.2
VI. Réserves et postes apparentés	-30.4	-34.5	-21.4	45.7	-1.2
Avoirs de réserve	-50.2	-29.1	-33.6	57.1	-5.0
Utilisation des crédits et prêts du FMI	18.2	-5.3	11.5	-15.5	-4.2
Financements exceptionnels e/	1.6	-0.1	0.7	4.1	8.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et du Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dons officiels.

c/ Non compris les composantes qui font partie des catégories du Groupe VI.

d/ Valeurs nettes.

e/ Y compris les arriérés de paiement et refinancements.

Tableau 12

HAÏTI: ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	1996	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Gourdes pour 1 dollar						
Taux de change de référence b/	16.01	16.17	16.92	16.71	19.62	23.83
Indices (1996 = 100)						
1. Indices du taux de change						
Taux de change de référence	100.0	101.0	105.7	104.4	122.5	148.8
2. Indices des prix à la consommation						
a) Haïti	100.0	116.2	131.0	141.6	157.8	184.3
b) Etats-Unis	100.0	102.3	103.9	106.2	109.8	112.9
3. Indices des prix relatifs (a/b)	100.0	113.6	126.1	133.4	143.8	163.3
4. Indices ajustés du taux de change (1/3)						
Taux de change de référence	100.0	88.9	83.8	78.2	85.2	91.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Fonds Monétaire International (FMI)

a/ Chiffres provisoires.

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE a/

	1997	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/
Millions de dollars					
Encours	1 024.9	1 104.2	1 165.5	1 179.6	1 188.8
Gouvernement	851.8	938.6	997.8	994.8	1 037.5
Entreprises publiques	173.1	165.6	167.7	184.8	151.3
Tirages	74.3	61.1	104.9	49.8	35.4
Service de la dette	33.2	35.2	54.6	40.0	24.0
Amortissements	19.7	23.5	35.7	27.2	15.1
Intérêts	13.5	11.7	18.9	12.8	8.9
Pourcentages					
Ratios de structure de la dette					
Dette publique extérieure/ exportations de biens et services c/	270.3	230.3	220.7	241.3	271.4
Services/exportations de biens et services c/	8.8	7.3	10.3	8.2	5.5
Intérêts nets/exportations de biens et services c/ d/	3.6	2.4	2.4	1.9	1.9
Service/tirage	44.7	57.6	52.1	80.3	67.8

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance.

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la Balance des Paiements.

Tableau 14

HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS a/

	1996	1997	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/
Variation de septembre à septembre (pourcentages)						
Général	17.0	17.0	8.2	9.9	15.3	12.3
Alimentation	16.2	22.5	4.3	3.9	10.4	15.6
Variation moyenne annuelle (pourcentages)						
Général	20.6	16.2	12.7	8.1	11.5	16.8
Alimentation	19.3	18.7	14.5	1.3	6.0	18.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ A partir de chiffres d'indices des prix à base novembre 1996=100.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 15

HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

	Indices (novembre de 1996 = 100)					Variation par rapport au même mois de l'année précédente			
	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Indice général	106.6	120.1	129.9	144.8	169.1	12.7	8.1	11.5	16.8
Janvier	102.5	118.6	127.4	140.1	166.2	15.7	7.4	10.0	18.6
Février	103.5	118.9	128.3	141.7	167.3	14.9	7.9	10.5	18.1
Mars	106.0	119.6	129.1	144.6	168.2	12.8	8.0	12.0	16.3
Avril	107.3	121.1	130.1	146.1	169.7	12.9	7.4	12.3	16.2
Mai	109.0	122.0	131.3	146.9	171.6	11.9	7.6	11.9	16.9
Juin	110.6	122.7	132.6	147.9	172.6	10.9	8.1	11.5	16.7
Juillet	112.2	123.1	133.8	149.4	173.3	9.7	8.7	11.6	16.0
Août	112.9	123.2	134.7	151.6	174.4	9.1	9.3	12.5	15.0
Septembre	114.1	123.5	135.7	156.5	175.8	8.2	9.9	15.3	12.3
Octobre	115.5	124.2	136.7	161.4	176.7	7.5	10.1	18.0	9.5
Novembre	115.9	125.2	137.3	163.4	177.5	8.0	9.7	19.0	8.6
Décembre	117.6	126.4	138.6	164.9	178.4	7.4	9.7	19.0	8.1
Alimentation, boissons et tabac	108.5	124.2	125.9	133.4	157.6	14.5	1.3	6.0	18.1
Janvier	103.0	123.1	125.0	128.8	154.3	19.5	1.5	3.1	19.8
Février	104.1	123.4	126.3	130.6	155.0	18.5	2.3	3.4	18.7
Mars	107.0	124.1	125.4	132.8	155.3	16.0	1.0	5.9	16.9
Avril	109.9	126.3	126.9	134.3	157.7	14.9	0.5	5.8	17.4
Mai	110.6	126.9	127.0	134.8	160.7	14.7	0.1	6.1	19.2
Juin	113.7	127.0	126.3	136.5	161.5	11.7	-0.6	8.1	18.3
Juillet	116.4	127.7	127.8	138.2	162.5	9.7	0.0	8.2	17.6
Août	117.2	125.3	128.3	139.3	163.6	6.9	2.4	8.6	17.4
Septembre	119.1	124.2	129.0	142.4	164.6	4.3	3.9	10.4	15.6
Octobre	120.6	122.4	127.6	149.7	165.4	1.6	4.2	17.3	10.5
Novembre	121.1	122.9	128.2	152.5	166.1	1.5	4.3	19.0	8.9
Décembre	121.3	123.3	127.5	153.7	166.5	1.6	3.4	20.5	8.3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 16

HAITI: EVOLUTION DES REMUNERATIONS

	1996	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
Gourdes						
Salaire journalier minimum b/	36.0	36.0	36.0	36.0	36.0	36.0
Indices (1996 = 100)						
Salaires						
Nominaux	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Réels c/	100.0	86.1	76.4	70.6	63.4	54.3
Taux de croissance						
Salaires						
Nominaux	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Réels	-17.1	-13.9	-11.3	-7.5	-10.3	-14.4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Salaire journalier de base dans l'industrie.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 17

HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Solde en fin d'année fiscale (septembre) (millions de gourdes)					Taux de croissance			
	1997	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/	1998	1999 a/	2000 a/	2001 a/
1. Réserves nettes de change b/	4 565	5 115	5 497	9 635	8 552	12.1	7.5	75.3	-11.2
2. Crédit intérieur net	11 849	13 709	16 552	20 554	23 222	15.7	20.7	24.2	13.0
Au secteur public	5 248	5 753	7 379	9 276	12 013	9.6	28.3	25.7	29.5
Gouvernement central	5 380	5 884	7 415	9 467	12 004	9.4	26.0	27.7	26.8
Entreprises publiques	-132	-131	-36	-191	9	0.8	72.8	-434.9	104.7
Au secteur privé	7 852	9 104	9 921	13 613	12 671	15.9	9.0	37.2	-6.9
Instruments de régulation monétaire, bons BRH (-)	-954	-1 659	-3 105	-1 301	-2 777	73.9	87.2	-58.1	113.5
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres (net)	-297	512	2 358	-1 034	1 315	272.1	360.6	-143.9	227.2
3. Passifs monétaires (1+2)	16 413	18 824	22 050	30 189	31 774	14.7	17.1	36.9	5.3
Monnaie en circulation	3 355	3 516	3 990	5 284	5 654	4.8	13.5	32.4	7.0
Dépôts à vue	2 284	2 627	3 220	3 344	3 671	15.0	22.6	3.9	9.8
Monnaie (M1)	5 638	6 143	7 210	8 628	9 324	9.0	17.4	19.7	8.1
Dépôts à terme (monnaie nationale) d/	7 231	8 189	9 141	10 740	11 725	13.3	11.6	17.5	9.2
Liquidité en monnaie nationale (M2)	12 869	14 332	16 351	19 368	21 049	11.4	14.1	18.5	8.7
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	3 544	4 492	5 699	10 821	10 725	26.7	26.9	89.9	-0.9
Liquidité étendue (M3)	16 413	18 824	22 050	30 189	31 774	14.7	17.1	36.9	5.3
Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année)									
M1/base monétaire	0.73	0.66	0.64	0.61	0.57				
M2/base monétaire	1.66	1.54	1.44	1.37	1.28				
M3/base monétaire	2.11	2.03	1.94	2.14	1.93				
Ratios de liquidité e/									
M1/PIB	0.104	0.098	0.104	0.111	0.110				
M2/PIB	0.238	0.228	0.236	0.250	0.249				
M3/PIB	0.304	0.299	0.318	0.389	0.375				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales.

c/ Y compris les créances interbancaires.

d/ Y compris comptes d'épargne.

e/ PIB à prix courants selon la nouvelle valoration des comptes nationaux à prix de 1986-1987.

Tableau 18

HAITI: RECETTES ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL a/

	Millions de gourdes					Taux de croissance			
	1997	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/
1. Recettes totales (1.1 + 1.2)	4 782	5 383	6 275	6 170	6 332	12.6	16.6	-1.7	2.6
1.1. Recettes courantes	4 725	5 259	6 068	6 149	6 324	11.3	15.4	1.3	2.8
Directes	688	671	902	1 263	1 246	-2.6	34.5	40.0	-1.4
Personnes physiques	310	261	405	715	673	-15.8	55.2	76.5	-5.9
Sociétés	378	410	497	548	573	8.2	21.4	10.3	4.5
Indirectes	1 976	2 275	2 184	1 992	2 329	15.2	-4.0	-8.8	16.9
Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	1 271	1 420	1 152	1 737	2 051	11.8	-18.9	50.7	18.1
Droit d'accises	705	855	1 031	255	278	21.3	20.6	-75.3	8.9
Diverses	1 030	1 210	1 676	1 368	976	17.4	38.5	-18.4	-28.6
Recettes douanières	1 030	1 103	1 306	1 526	1 773	7.0	18.4	16.9	16.2
1.2. Transferts des entreprises publiques	57	124	207	20	8	116.4	67.4	-90.3	-60.4
2. Dépenses courantes	5 088	5 549	6 418	6 308	7 011	9.1	15.7	-1.7	11.1
Dépenses budgétaires	4 174	4 463	5 305	5 257	6 045	6.9	18.9	-0.9	15.0
Rémunérations	2 226	2 825	2 750	3 415	3 343	26.9	-2.6	24.2	-2.1
Dépenses de fonctionnement	1 948	1 638	2 555	1 842	2 701	-15.9	56.0	-27.9	46.7
Dépenses extra-budgétaires	914	1 087	1 113	1 051	966	18.9	2.4	-5.6	-8.0
Subventions	260	480	369	402	439	84.5	-23.1	8.9	9.2
Intérêts	395	444	563	377	228	12.5	26.8	-33.1	-39.6
Dette interne	168	222	247	140	...	32.2	11.0	-43.2	...
Dette externe	227	222	317	237	228	-2.0	42.7	-25.2	-3.8
Autres dépenses	260	163	181	273	300	-37.2	11.1	50.4	10.1
3. Epargne ou Déficit courant (1-2)	-363	-291	-350	-159	-687	-20.0	20.7	-54.7	332.8
4. Dépenses de capital	709	1 239	1 488	1 830	1 578	74.8	20.1	23.0	-13.8
5. Dépenses totales (2+4)	5 797	6 789	7 906	8 138	8 589	17.1	16.5	2.9	5.5
6. Excédent ou Déficit fiscal (1-5)	-1 015	-1 406	-1 631	-1 969	-2 257				
7. Financement du déficit	1 006	1 406	1 631	1 969	2 257				
Financement extérieur net c/	423	223	-466	-192	60				
Prêts externes (nets)	-272	-422	-581	-390	-310				
Dons	695	645	115	197	370				
Financement intérieur net	583	1 183	2 097	2 161	2 197				
Banque Centrale	-104	618	1 090	1 954	2 248				
Autres sources de financement d/	687	565	1 008	207	-51				
Ratios (pourcentages)									
Recettes totales/PIB	8.9	8.5	9.1	8.0	7.5				
Recettes courantes/PIB	8.7	8.3	8.8	7.9	7.5				
Dépenses totales/PIB	10.7	10.8	11.4	10.5	10.1				
Dépenses courantes/PIB	9.4	8.8	9.3	8.1	8.3				
Epargne courante/PIB	-0.7	-0.5	-0.5	-0.2	-0.8				
Dépenses de capital/PIB	1.3	2.0	2.1	2.4	1.9				
Déficit fiscal/PIB	-1.9	-2.2	-2.4	-2.5	-2.7				
Financement interne net/déficit	58.0	84.1	128.6	109.8	97.3				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

a/ Non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les dons.

d/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement.

Tableau 19

HAITI: INDICATEURS DU SYSTEME BANCAIRE 1996-2001 (EN POURCENTAGES)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de banques						
Banques incluses	14	14	14	12	13	13
Commerciales privées (y compris banques d'épargne et de logement)	9	10	10	8	9	9
Succursales de banques commerciales étrangères	3	2	2	2	2	2
Banques commerciales d'Etat	2	2	2	2	2	2
Structure opérationnelle (millions de gourdes)						
Actifs	13 100	15 617	18 210	21 097	30 109	30 294
Passifs	12 502	14 769	17 176	20 009	28 573	28 487
Fonds propres (patrimoine)	599	848	1 035	1 089	1 537	1 807
Structure opérationnelle						
Actifs	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Passifs	95.4	94.6	94.3	94.8	94.9	94.0
Fonds propres (patrimoine)	4.6	5.4	5.7	5.2	5.1	6.0
Adéquation des fonds propres (patrimoine)						
Capital ajusté/actifs ajustés par risque a/	...	...	...	9.4	13.5	16.5
Structure, qualité et concentration des actifs						
Disponibilités/actifs	48.5	32.4	31.7	28.0	37.2	37.8
Portefeuille net/actifs	38.2	44.4	43.7	40.5	39.5	34.9
Prêts improductifs bruts/prêts bruts	4.7	4.9	8.6	7.9	6.8	9.2
Actif productif/actif total	55.1	64.6	56.0	52.3	61.9	59.6
Provisions pour créances douteuses/prêts improductifs bruts	95.8	79.5	56.2	62.3	62.6	66.2
Total du crédit	...	...	100.0	100.0	100.0	100.0
Consommation	...	...	12.2	9.5	11.1	10.0
Commerce (gros et détail)	...	...	34.2	35.0	34.4	36.2
Industrie manufacturière	...	...	20.6	19.8	18.3	19.1
Immobilier (résidentiel et commercial)	...	...	12.2	14.3	13.6	14.0
Autres (résiduel)	...	...	20.8	21.4	22.7	20.7
Liquidité						
Disponibilités/total des dépôts	59.7	38.8	37.7	32.5	44.8	44.1
Disponibilités/dépôts à vue gourdes b/	283.3	195.6	220.0	183.1	334.8	334.8
Disponibilités/dépôts à vue dollars b/	612.4	503.4	479.6	457.0	444.2	430.5
Actif courant net/total actif c/	96.7	96.5	95.5	96.7	96.9	95.2
Rentabilité						
Dividendes versés/avoir des actionnaires d/	7.3	6.8	8.6	6.9	...	...
Bénéfice net/actif total moyen e/	1.2	1.4	0.6	1.0	1.7	1.3
Bénéfice net/fonds propres moyen f/	25.9	28.1	10.1	18.5	32.8	23.4
(Revenus - dépenses)/actif productif moyen g/	2.0	2.0	0.9	1.8	2.3	1.7
Risque et vulnérabilité						
Dépenses financières/total des dépôts	4.1	4.2	5.3	3.8	3.7	3.1
Actif productif/total des dépôts	67.8	77.4	66.4	60.7	74.5	69.4
Capital et réserves/actif total	3.3	3.7	4.5	3.4	3.3	3.8

Fuente: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Le capital ajusté correspond à l'avoir des actionnaires.

b/ Les passifs à court terme ne considèrent que les dépôts à vue.

c/ Actifs courants nets: Actifs - dépenses d' intérêts.

d/ Dividendes comme pourcentage du patrimoine.

e/ Equivalent au *Return of Assets* (ROA) selon dénomination de la BRH.

f/ Equivalent au *Return of Equities* (ROE) selon dénomination de la BRH.

g/ Bénéfices avant impôts comme pourcentage des actifs productifs moyens.